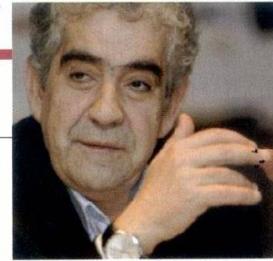


À LA UNE | ENTRETIEN



DRISS EL YAZAMI

Président du CNDH et président
du Pôle société civile à la COP22

« La société civile a son mot à dire à Marrakech »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, à la veille de la COP22, Driss Yazami, droit dans ses bottes et dans son rôle, nous parle de la place de la société civile, notamment africaine, dans le combat pour la planète. *Entretien réalisé par Fatima Zohra Jdily*

L'Observateur du Maroc et d'Afrique. La notion des droits de l'Homme ne cesse de s'élargir, au point d'embrasser la question environnementale. Comment lire cette évolution ?

Driss Yazami : Aujourd'hui, l'humanité dans sa majorité est dans des conditions de vie, parfois, en dessous du minimum vital. Il est aussi évident qu'il y a une grande aspiration pour pouvoir jouir des droits fondamentaux : droit à l'eau, à la scolarisation, à la santé... A cela s'ajoute, bien entendu, le droit à un environnement sain. Or, dans cet ensemble, il y a une notion qu'il ne faut pas oublier, à savoir l'indivisibilité des droits. D'autant plus que tous ces droits dépendent les uns des autres. On ne peut donc parler de l'un sans avoir en tête les autres. D'où, justement, l'importance, voire la centralité des droits relatifs à l'environnement que l'on ne peut plus escamoter.

Quel est le rôle que la société civile est appelée à jouer lors de la COP22 ?

Dans l'effort international visant la lutte contre les effets des changements climatiques, la société civile campe le rôle d'intermédiaire. Elle aura son mot à dire à Marrakech. Notre responsabilité est de faciliter l'expression de cette société civile,

notamment africaine à Marrakech. D'où l'aménagement de la zone verte, de 10.000 mètres carrés, qui est réservée à la société civile nationale, africaine et internationale. Ainsi, rien que pour le continent, un pavillon Afrique de 250 mètres carrés, est prévu lors de cet événement planétaire. De même qu'une conférence des présidents d'universités africaines est programmée ainsi qu'une rencontre des parlements africains. Maintenant, notre rôle est de faciliter la présence et l'expression de notre continent, mais aussi d'être d'une certaine manière la passerelle entre la présidence marocaine, les gouvernements présents et la société civile de manière générale.

La participation de la société civile à la COP22 s'annonce importante. Qu'est-ce qui a été entrepris en amont pour que sa parole soit entendue ?

Tout au long du processus de préparation de la COP22, nous avons visité pas moins de 17 pays sur toutes les régions de l'Afrique. Certes, nous avons des relations historiques avec l'Afrique de l'ouest, mais nous n'avons pas omis, pour autant, les autres régions. Ce qui nous a amené, notamment, en Afrique de l'Est, plus particulièrement à l'île Maurice où nous avons été à deux

reprises. Des visites qui nous ont permis de rencontrer de 700 à 800 ONG dans l'ensemble. D'ailleurs, nos interlocuteurs ont beaucoup apprécié notre démarche, d'autant plus que c'est la première fois dans l'histoire des COP qu'un pays est allé à la rencontre de la société civile pour écouter sa voix. Or, ce sont souvent des ONG qui ne disposent pas de beaucoup de moyens, contrairement à leurs homologues du nord. Qu'à cela ne tienne, l'essentiel est qu'il y a une prise de conscience réelle qui commence à prendre *

Tout au long du processus de préparation de la COP22, nous avons visité pas moins de 17 pays sur toutes les régions de l'Afrique. Ce qui nous a permis de rencontrer de 700 à 800 ONG dans l'ensemble.